

«Je salue l'action du Forum Francophone des Affaires»



Les élections du printemps 2007 ont été marquées par le succès d'une triple volonté politique : la volonté de moderniser notre pays, de renforcer son identité, de tenir notre rang dans le monde. En tournant le dos aux recettes économiques et sociales du passé, le peuple français a pris le parti de répondre clairement aux défis du XXIe siècle.

Quatre mois seulement se sont écoulés depuis notre arrivée aux responsabilités. Déjà, nous avons brisé bien des clichés persistants d'une France immobile, frileuse, protectionniste.

L'entrée en vigueur, au 1er octobre, de la loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat va nous permettre d'augmenter de manière massive le travail au-delà des 35 heures. La France n'est plus le pays des 35 heures.

Après des années de rationnement de l'activité, c'est une nouvelle culture qui va s'imposer. Elle est fondée sur l'effort et la récompense du mérite, grâce à l'exonération des heures supplémentaires. Elle est fondée sur une fiscalité stimulante, à travers le bouclier fiscal ramené à 50 %. Elle est fondée, enfin, sur une fiscalité incitative, favorable aux investissements dans les PME. La faculté pour les contribuables assujettis à l'ISF de bénéficier d'une réduction de cet impôt lorsqu'ils investissent dans les PME permettra de dynamiser celles-ci.

Au coeur de notre politique, l'intelligence, la formation, la recherche et l'innovation sont décisives. Après 25 ans d'hésitation, la réforme des universités est enfin enclenchée. L'autonomie doit leur permettre d'être plus efficaces dans leur gestion et plus performantes en matière scientifique. Nos universités vont pouvoir de nouveau rivaliser avec les meilleures universités mondiales.

Parallèlement, la recherche privée va faire l'objet d'un soutien majeur grâce à une réforme radicale du crédit impôt recherche. Trop complexe, le système actuel sera remplacé par un dispositif simple et massif : un crédit d'impôt de 30 % (50 % la première année d'éligibilité au dispositif) des investissements de recherche sera accordé aux investisseurs. C'est un triplement de notre engagement financier.

Enfin, nous avons décidé de ratifier l'accord de Londres afin de réduire le coût du brevet européen, et nous relancerons le brevet communautaire de manière à obtenir un titre unique de protection de la propriété industrielle dans l'Union Européenne.

Bref, nous avons déjà levé plusieurs obstacles majeurs à la croissance en libérant le travail et en valorisant le savoir et l'innovation.

Cela n'est qu'une première étape. Le dernier trimestre 2007 et l'année 2008 vont être marqués par des réformes structurelles.

Une loi de modernisation de notre économie viendra lever les freins qui entravent la croissance. Nous avons décidé avec le président de la République de confier un travail à Jacques Attali à ce sujet. Sa composition rassemble des experts de tous horizons professionnels et politiques, et notamment des personnalités étrangères qui nous apporteront leur expérience et leur perspective. Les règles qui régissent notre marché du travail seront revues. Plus de fluidité, plus de souplesse, plus de sécurité dans les transitions professionnelles : voilà notre ambition. Les partenaires sociaux sont invités à imaginer une véritable «flexi-sécurité à la française». Nous attendons leurs propositions pour la fin de l'année.

Depuis plus d'une décennie, notre pays vit avec un niveau de croissance inférieur à celui de ses principaux partenaires européens. Ce n'est ni la faute à l'Europe, ni la faute à la mondialisation, c'est d'abord notre responsabilité !

Je sais que les entrepreneurs français ont la volonté, le talent, les compétences pour se battre sur les marchés étrangers, à condition d'y être incités et aidés. Nous allons tout faire pour leur permettre de tirer les bénéfices de leurs efforts, en nous appuyant sur tous les partenaires qui peuvent y contribuer, et je salue à cet égard l'action du Forum francophone des affaires.

La France est sur le chemin de la modernisation ! Elle y est engagée avec un style politique renouvelé, une organisation institutionnelle clarifiée, un gouvernement ouvert. Elle y est engagée avec des valeurs qui consacrent le travail, l'innovation et la prise de risque. Elle y est engagée avec des réformes économiques et sociales qui ont pour objectif d'aller à la conquête de la croissance et du plein emploi. Toute notre politique est tendue vers ce but.

**François Fillon,
Premier Ministre**